

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle Carrières, Matériaux, Déchets
17 rue de la Plaine des Isles
89000 AUXERRE

Auxerre, le **19 JUIL. 2022**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



EQIOM GRANULATS

Les Malpieres
89480 ANDRYES

Références : **2 2 0 5 3 0**

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/06/2022 dans l'établissement EQIOM GRANULATS implanté Les Malpieres 89480 ANDRYES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle 2022 de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EQIOM GRANULATS
- Les Malpieres 89480 ANDRYES
- Code AIOT dans GUN : 0005400643
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

L'installation contrôlée est une carrière de roche massive calcaire autorisée à l'extraction annuelle de 80 000 tonnes en moyenne et à 100 000 tonnes au maximum.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Conformité à l'arrêté préfectoral d'autorisation et notamment situation administrative, risques accidentels et chroniques.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Phasage	Arrêté Préfectoral du 19/06/2012, article 1.2.3	/	Sans objet
Bornage	Arrêté Préfectoral du 19/06/2012, article 2.1.2	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Extraction	Arrêté Préfectoral du 19/06/2012, article 2.2.3.2	/	Sans objet
Méthode d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 19/06/2012, article 2.2.3.3	/	Sans objet
Plan topographique	Arrêté Préfectoral du 19/06/2012, article 2.4	/	Sans objet
Aire étanche	Arrêté Préfectoral du 19/06/2012, article 4.2.1	/	Sans objet
Autosurveillance des eaux	Arrêté Préfectoral du 19/06/2012, article 8.2.2.1	/	Sans objet
Autosurveillance des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 19/06/2012, article 8.2.4	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Production annuelle maximale autorisée	Arrêté Préfectoral du 19/06/2012, article 1.4.2	/	Sans objet
Périmètre d'éloignement	Arrêté Préfectoral du 19/06/2012, article 1.5.1	/	Sans objet
Accès à la voirie	Arrêté Préfectoral du 19/06/2012, article 2.1.6.2	/	Sans objet
Entretien et surveillance du séparateur d'hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 19/06/2012, article 4.2.2	/	Sans objet
Autosurveillance des vibrations	Arrêté Préfectoral du 19/06/2012, article 8.2.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société EQIOM GRANULATS a été autorisée à succéder à la société CALEXY par arrêté préfectoral en date du 16/06/2020 en vue d'exploiter ladite carrière.

Les constats qui avaient déjà été établis lors de la précédente inspection en 2016 et pour laquelle il avait été relevé des non-conformités, restent à ce jour valables :

- les bornes permettant de délimiter réellement le périmètre de l'autorisation de la carrière ne sont pas identifiées sur les plans ainsi que sur le site,
- les mesures acoustiques et les analyses de la qualité des eaux rejetées en sortie du décanteur déshuileur et du bassin de décantation n'ont pas été réalisées.

Le nouvel exploitant indique son souhait de répondre favorablement à ces non-conformités, ainsi que celles relevées lors de la présente inspection et décrites ci-après. Au vu de la très faible activité, les non-conformités sont considérées comme mineures et ne donnent pas lieu immédiatement à mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Phasage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2012, article 1.2.3			
Thème(s) : Situation administrative			
Prescription contrôlée : L'exploitation se déroule suivant les plans annexés au présent arrêté (cf. annexe 1), en 3 phases principales successives, conformément aux dispositions contenues dans le dossier d'autorisation et conformément au tableau suivant :			
Phase	Date prévisible de début de la phase	Surface mise en exploitation (m ²)	Volume à extraire (m ³)
1	2012	12 850 m ²	202 100 m ³
2	2017	10 450 m ²	201 900 m ³
3	2022	8 300 m ²	165 100 m ³
L'exploitation de la phase n+2 ne peut être engagée (extraction) que dans la mesure où les travaux de remise en état de la phase n sont achevés.			
Constats : L'exploitant a indiqué que la phase 2 était toujours en cours. Aucun plan de phasage n'a été présenté au cours de la présente visite.			
Observations : L'inspection demande à l'exploitant de justifier d'un plan de phasage, à jour, pour sa carrière.			
Type de suites proposées : Susceptible de suites			
Proposition de suites : Sans objet			

Nom du point de contrôle : Production annuelle maximale autorisée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2012, article 1.4.2	
Thème(s) : Situation administrative	
Prescription contrôlée : La carrière est destinée à l'extraction de calcaire à raison d'une production brute annuelle de 80 000 tonnes en moyenne, ne pouvant excéder 100 000 tonnes.	
Constats : La production annuelle déclarée par l'exploitant, à savoir 2 800 tonnes au titre de l'année 2021, est très inférieure à la production autorisée.	
Observations : -	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites : Sans objet	

Nom du point de contrôle : Périmètre d'éloignement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2012, article 1.5.1
Thème(s) : Situation administrative
Prescription contrôlée : Les bords supérieurs de l'excavation doivent être tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.
Constats : Le respect de la distance minimale des 10 mètres a été vérifié au cours de la visite d'inspection. Sur le plan topographique du site, les périmètres d'extraction et d'autorisation sont bien définis et la bande des 10 mètres est respectée. Sur le terrain, cette distance est matérialisée par les fronts de taille et les tas de stériles ainsi que par la végétation (friches arbustives).
Observations : -
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2012, article 2.1.2
Thème(s) : Autre
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de placer des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation carrière. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R.512-39-2 à R.512-39-6 du code de l'environnement.
Constats : Le plan topographique de 2020 présenté par l'exploitant au cours de la visite localise les piquets identifiants la bande des 10 mètres mais n'indique toutefois pas l'emplacement des bornes permettant de délimiter réellement le périmètre de l'autorisation de la carrière. D'après les déclarations de l'exploitant, le site n'aurait jamais fait l'objet d'un bornage préalablement à sa mise en exploitation et il n'a pas été constaté par ailleurs la présence de bornes sur le site par l'inspection au cours de la visite.
Observations : L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que l'implantation des piquets pour délimiter la bande des 10 m n'est pas suffisante pour déterminer le périmètre de l'autorisation. Le site doit en conséquence être borné dans les plus brefs délais. L'exploitant en informera l'inspection à l'issue et transmettra le plan mis à jour. Il est rappelé également que ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement de la procédure de cessation d'activité, conformément à la présente prescription.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Accès à la voirie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2012, article 2.1.6.2
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : Le débouché de la route de Fontenailles à Coulanges sur la RD39 est quasi-orthogonal à la RD39, afin d'améliorer les conditions de prise d'information. Le débouché de la route de Fontenailles à Coulanges sur la RD39 est revêtu, au minimum sur une longueur de 20 mètres, d'un enduit ou tout autre revêtement afin d'éviter toute dégradation de sa structure, de propagation de poussières et d'occasionner des salissures sur les voies ouvertes à la circulation.
Constats : L'inspection a constaté la bonne réalisation des travaux d'aménagement au carrefour de la RD 39, conformément au présent article.
Observations : -
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2012, article 2.2.3.2
Thème(s) : Autre
Prescription contrôlée : L'extraction de calcaires concerne les horizons géologiques de l'Oxfordien, sur une épaisseur maximale de 24 m. En aucun cas l'extraction n'aura lieu en-dessous de la cote 190 m NGF.
Constats : L'extraction se fait sur une épaisseur maximale d'environ 20 mètres. Toutefois, le plan topographique de 2020 indique que l'extraction n'a pas respecté la cote minimale de 190 m NGF au niveau de la phase 1, située à l'entrée du site (valeur à 188.80 m NGF).
Observations : Il est rappelé à l'exploitant de veiller à l'avenir à la bonne application de la présente prescription.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Méthode d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2012, article 2.2.3.3
Thème(s) : Situation administrative
Prescription contrôlée : Le principe d'exploitation repose sur une extraction à ciel ouvert avec remise en état de surfaces exploitées de façon coordonnée à l'avancement. Les matériaux extraits lors du décapage sont utilisés pour la remise en état des terrains exploités précédemment, une partie peut être stockée provisoirement sous forme de merlons en bordure de zone exploitable. L'extraction des matériaux est réalisée à l'aide de tirs de mines, à l'exception de la surface comprise dans un rayon de 350 m à compter de l'habitation la plus proche du front de taille, située dans le hameau au Sud de l'exploitation ; l'utilisation de tirs de mines dans cette zone est interdite. Il n'y aura pas de lavage des matériaux. Compte tenu de la profondeur de l'extraction, le front de taille peut comprendre un à plusieurs paliers de 15 m maximum de hauteur et séparés par des banquettes d'une largeur minimale de 10 m de large minimum. Les travaux d'exploitation progressent vers le Nord-Est suivant le plan de phasage joint en annexe (cf. annexe 1). Constats : Les travaux de remise en état de la phase 1 ont été intégralement achevés au moyen de matériaux extraits lors du décapage (stériles et terres végétales), conformément au plan de phasage annexé à l'arrêté du 19/06/2012. L'extraction des matériaux est réalisée uniquement à la pelle mécanique et n'a pas nécessité de tirs de mines. D'après le plan topographique de 2020, il apparaît que les fronts de taille situés sur la périphérie nord de la zone d'exploitation et nord-est de la carrière excèdent la hauteur maximale des 15 mètres autorisée (allant jusqu'à 18 mètres). Observations : Il est demandé à l'exploitant de constituer des banquettes sur les fronts de taille concernés afin qu'ils n'excèdent pas 15 mètres, conformément au présent article. Une mise à jour du plan topographique devra également être réalisée et transmise à l'inspection des installations classées à l'issue. Type de suites proposées : Susceptible de suites Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan topographique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2012, article 2.4
Thème(s) : Situation administrative
Prescription contrôlée : L'exploitant doit tenir à jour un plan à l'échelle adéquate de la carrière. Sur ce plan, doivent être reportés : <ul style="list-style-type: none">• les limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation d'exploiter ainsi que les abords dans un rayon de 50 m,• les positions des fronts,• les cotes d'altitude des points significatifs,• les zones remises en état,• les installations fixes de toute nature (bascules, locaux, installations de traitement...),• les zones de stockage des produits finis, des stériles, des terres de découverte,• les bornes. <p>Ce plan, mis à jour annuellement, doit être transmis tous les trois ans à l'inspection des installations classées et à chaque renouvellement ou actualisation des garanties financières.</p>
Constats : L'exploitant a présenté au cours de l'inspection le plan topographique du site au titre de l'année 2020. Il a indiqué qu'une mise à jour de ce plan avait été réalisée en 2021. Le plan présenté reprend les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">• les limites des périmètres d'autorisation et d'exploitation ;• la position des fronts ;• les cotes d'altitude ;• les installations fixes existantes ;• les zones de stockage. <p>Les informations concernant la zone remise en état (correspondant à la phase 1) ainsi que la position des bornes sont manquantes.</p>
Observations : Une mise à jour du plan topographique doit être transmise à l'inspection des installations classées, complétée des informations manquantes (localisation des bornes du site ainsi que la zone remise en état) .
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Aire étanche

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2012, article 4.2.1
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier, ainsi que leur stationnement prolongé en dehors des horaires d'activité, sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Les eaux ainsi collectées doivent être dirigées, avant rejet, vers un décanteur séparateur d'hydrocarbures.
Constats : L'inspection a constaté, le jour de la visite, la présence d'une aire utilisée pour le ravitaillement des engins de chantier. Les eaux sont récupérées par un caniveau pour être dirigées vers un séparateur d'hydrocarbures. L'aire et le caniveau sont en partie recouvertes de mousse et d'herbes faute d'entretien, ce qui ne permet pas de garantir leur bonne efficacité.
Observations : Il est demandé à l'exploitant d'effectuer les opérations d'entretien nécessaires de ces dispositifs et de les maintenir en bon état à l'avenir.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Entretien et surveillance du séparateur d'hydrocarbures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2012, article 4.2.2
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : Le séparateur d'hydrocarbures doit être nettoyé, vidangé et contrôlé au moins une fois par an et entretenu si nécessaire.
Constats : L'exploitant indique que, compte tenu de la faible activité du site (1 à 2 campagnes annuelles de 10 à 15 jours chacune au maximum), aucune opération de nettoyage, vidange et contrôle du séparateur d'hydrocarbures n'a été réalisée au cours des deux dernières années. Il est toutefois rappelé à l'exploitant qu'un contrôle régulier du bon état du séparateur d'hydrocarbures doit a minima être réalisé en interne et tracé sur un registre. Il procédera à son nettoyage et à sa vidange dès que nécessaire.
Observations : -
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Auto surveillance des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2012, article 8.2.2.1
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : L'exploitant fait réaliser tous les ans, en sortie du décanteur déshuileur et du bassin de décantation, prévues aux articles 4.2.1 et 4.3.4, des mesures de la qualité des eaux rejetées dans le milieu naturel. Ces analyses, effectuées sous sa responsabilité et à ses frais, doivent permettre de vérifier le respect des dispositions de l'article 4.3.1. Les résultats de ces analyses sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a déclaré au cours de la visite qu'aucune analyse de la qualité des eaux rejetées dans le milieu naturel, en sortie du décanteur déshuileur, n'a été réalisée depuis le commencement de la campagne d'extraction.
Observations : Il est demandé à l'exploitant de procéder à ces analyses et de les transmettre à l'inspection. Il lui est rappelé que les résultats de ces analyses doivent être conformes aux valeurs limites définies à l'article 4.3.1 de son arrêté préfectoral d'autorisation et que celles-ci doivent être réalisées tous les ans.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Auto surveillance des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2012, article 8.2.4
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dès l'ouverture de la carrière en période de production, puis tous les ans, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué suivant les points définis dans le dossier de demande (zones à émergence réglementée), indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander.
Constats : L'exploitant a déclaré au cours de la visite qu'aucune mesure des niveaux sonores n'a été effectuée depuis le commencement de la campagne d'extraction.
Observations : L'inspection demande à l'exploitant de procéder aux mesures de bruit lors de sa campagne d'extraction et de lui transmettre les résultats dès réception.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Auto surveillance des vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/06/2012, article 8.2.5
Thème(s) : Risques chroniques
Prescription contrôlée : Le respect des vitesses fixées au chapitre 6.3 du présent arrêté est vérifié dès les premiers tirs réalisés sur la carrière. L'exploitant doit mettre en place une procédure d'autosurveillance des tirs de mines par enregistrement des vibrations à chaque tir au niveau des habitations avoisinantes, en particulier celle de M. POUMOT. Il procède à l'enregistrement de la surpression aérienne une fois par an. Les enregistrements, les commentaires, le positionnement et les plans de tirs sont conservés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Aucun tir de mine n'ayant été effectué depuis le commencement de la campagne d'extraction, aucune mesure de vibration n'a par conséquent été réalisée.
Observations : -
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet